

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	23.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Energie aus Biomasse
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1990 - 01.01.2020

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Ackermann, Marco
Berclaz, Philippe
Bernath, Magdalena
Bernhard, Laurent
Bieri, Niklaus
Eperon, Lionel
Freymond, Nicolas
Gerber, Marlène
Mach, André
Mosimann, Andrea
Porcellana, Diane
Schnyder, Sébastien

Bevorzugte Zitierweise

Ackermann, Marco; Berclaz, Philippe; Bernath, Magdalena; Bernhard, Laurent; Bieri, Niklaus; Eperon, Lionel; Freymond, Nicolas; Gerber, Marlène; Mach, André; Mosimann, Andrea; Porcellana, Diane; Schnyder, Sébastien 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Energie aus Biomasse, 1991 – 2017*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 23.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Wirtschaft	1
Landwirtschaft	1
Agrarpolitik	1
Infrastruktur und Lebensraum	1
Energie	1
Alternativenergien	1
Erdöl und Erdgas	4
Umweltschutz	5
Klimapolitik	5
Abfälle	6

Abkürzungsverzeichnis

UVEK	Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation
UREK-NR	Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Nationalrates
BFE	Bundesamt für Energie
UREK-SR	Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Ständerates
EU	Europäische Union
EMPA	Eidgenössische Materialprüfungs- und Forschungsanstalt
EVED	Eidgenössisches Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement
WWF	World Wide Fund for Nature

DETEC	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
CEATE-CN	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national
OFEN	Office fédéral de l'énergie
CEATE-CE	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des Etats
UE	Union européenne
EMPA	Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche
DFTCE	Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie
WWF	World Wide Fund for Nature

Allgemeine Chronik

Wirtschaft

Landwirtschaft

Agrarpolitik

ANDERES
DATUM: 29.09.2011
SÉBASTIEN SCHNYDER

Les chambres ont adopté une motion Bourgeois (plr, FR) chargeant le gouvernement de mettre en place une **stratégie globale de valorisation de la biomasse**, de renforcer la recherche dans le domaine et de prévoir des incitations pour son utilisation en se basant sur des critères économiques et écologiques. Le motionnaire estime que l'utilisation de la biomasse permet de répondre aux défis que posent l'augmentation de la démographie et la diminution de la surface de terres cultivables. Le Conseil national a accepté la motion par 117 voix contre 43, la moitié des radicaux et deux tiers du groupe UDC l'ont rejetée, tandis que le Conseil des Etats l'a adoptée par 20 voix contre 18.¹

Infrastruktur und Lebensraum

Energie

Energie

MOTION
DATUM: 01.12.1992
ANDRÉ MACH

Les deux Chambres ont approuvé une motion (Mo. Ad 92.057-3) de leur commission en faveur de l'encouragement des énergies renouvelables prenant en considération avant tout l'énergie solaire, la bioénergie, l'énergie du bois et les installations de chauffage. **Le chef du DFTCE avait pourtant proposé de classer cette motion** au vu des efforts déjà effectués dans le cadre d'«Energie 2000».²

Alternativenergien

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 29.05.1991
ANDRÉ MACH

Une étude commandée par le DFTCE a montré que **l'huile de colza pouvait être transformée relativement facilement en un carburant diesel de qualité**. La production d'un tel carburant, peu polluant, pourrait permettre de résoudre certains problèmes d'écoulement des surplus agricoles. Un premier bus au colza est entré en fonction cette année à Zurich. Cependant, le prix du diesel à base de colza reste prohibitif (CHF 4 à 5 par litre); sa production à plus large échelle nécessiterait un soutien financier important de la Confédération. D'autre part, le WWF a contesté les qualités écologiques de ce carburant qui ne contribuerait que très modestement à la réduction des émissions de CO₂.³

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 23.08.1996
LIONEL EPERON

La communauté de travail pour l'énergie solaire **Swissolar a proposé que l'énergie nécessaire au déroulement de l'Expo 2001 ne soit produite qu'à partir d'agents renouvelables** (hydraulique, bois, pompes à chaleur, biomasse, soleil). Selon l'étude de faisabilité, l'exposition nationale consommera 46 millions de kWh en électricité et 60 millions de kWh en carburants divers, quantités que la technologie solaire sera, selon les experts de Swissolar, largement en mesure de couvrir à la fin du siècle si les objectifs d'Energie 2000 sont atteints.⁴

VERWALTUNGSAKT
DATUM: 06.01.2000
PHILIPPE BERCLAZ

Les dégâts forestiers qu'avait causé l'**ouragan Lothar** ont nécessité de trouver des solutions quant à l'utilisation du bois. L'ouragan avait abattu 13 millions de mètres cubes de bois dans les forêts suisses le 26 décembre 1999. Sur la quantité totale, l'OFEN a estimé que 5 millions de m³ seraient utilisables comme bois-énergie.⁵

MOTION
DATUM: 29.08.2000
PHILIPPE BERCLAZ

La Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE) a déposé fin février une motion concernant l'utilisation du bois comme source d'énergie. Dans celle-ci, elle demandait au Conseil fédéral d'adopter les **mesures nécessaires pour que la valorisation du bois et d'autres projets liés aux dégâts provoqués par l'ouragan Lothar** permettent, à long terme, l'utilisation du bois en tant que biomasse et comme source d'énergie. Le fonds consacré sera de 100 à 250 millions de francs, pris, en cas de résultat populaire favorable de la votation sur la taxe sur l'énergie du 24 septembre, sur les recettes prévues par la loi sur une taxe d'encouragement en matière énergétique. Le Conseil fédéral a répondu à la motion en soulignant qu'il soutenait déjà la promotion de l'énergie du bois avec comme preuve l'extension du programme subséquent "d'Energie 2000" de 45 millions de francs pour encourager l'utilisation de l'énergie du bois. La Confédération ne pouvait envisager la prise de mesures supplémentaires comme le demandaient les auteurs de la motion que si la taxe sur l'énergie de 0,3 centime par kilowattheure (taxe d'encouragement) était acceptée lors de la votation populaire du 24 septembre 2000 (ce qui ne fut pas le cas, voir ici). Le Conseil fédéral a proposé de transformer la motion en postulat et l'a fait suivre.⁶

MOTION
DATUM: 09.05.2006
ANDREA MOSIMANN

In der Maisession überwies der Nationalrat eine Motion von Hegetschweiler (fdp, ZH), in der gefordert wird, dass das **Monopol des Bundes hinsichtlich Einfuhr gebrannter Wasser** auf den Alkohol der zur Herstellung von Getränken dient beschränkt wird. Alkohol, der zur Produktion von Bioethanol verwendet wird, soll dagegen vom Monopol ausgenommen werden.⁷

ANDERES
DATUM: 19.07.2006
ANDREA MOSIMANN

Im Juli wurde in Winterthur (ZH) die erste **Bioethanol-Tankstelle** der Schweiz eröffnet. Der an der Tankstelle angebotene Treibstoff ist ein Gemisch aus 85% Bioethanol und 15% Benzin. Die damit betriebenen Fahrzeuge stossen 80% weniger CO₂ aus.⁸

MOTION
DATUM: 06.03.2007
NICOLAS FREYMOND

Alors que le prix des carburants fossiles ne cesse de grimper, le parlement a marqué son soutien aux biocarburants. À la suite du Conseil national, le Conseil des Etats a adopté la motion du conseiller national Hegetschweiler (prd, ZH) visant à **modifier la loi sur l'alcool de sorte à exclure les alcools utilisés comme carburants du monopole de la Confédération**. Cette mesure doit permettre de faciliter l'importation de bioéthanol étranger, moins cher que la production indigène, laquelle s'avère de surcroît clairement insuffisante au regard des besoins. Simon Epiney (pdc, VS), vice-président de la CEATE-CE, a en outre relevé la complémentarité de cette modification de la loi sur l'alcool avec la décision de l'Assemblée fédérale d'exonérer l'éthanol de l'impôt sur les huiles minérales (LimpMin) dans la lutte pour la réduction des émissions de CO₂.⁹

POSTULAT
DATUM: 20.03.2007
NICOLAS FREYMOND

Les sénateurs ont transmis un postulat Stähelin (pdc, TG) demandant au Conseil fédéral de présenter un **rapport sur les conditions de production du bioéthanol en Suisse** et sur les possibilités de développement, ainsi que sur les intentions du gouvernement en la matière. Ce rapport doit notamment traiter des droits de douanes appliqués à l'éthanol, de l'obligation d'ajouter du bioéthanol dans les carburants ordinaires (essence et diesel), du soutien étatique à la production indigène et de l'importation de matières premières destinées à cette production. La Chambre haute a aussi approuvé un postulat Büttiker (prd, SO) chargeant le Conseil fédéral de présenter à intervalles réguliers un rapport sur la consommation effective de carburants issus de matières premières renouvelables et sur l'évolution de l'offre de biocarburants. Un tel rapport doit permettre aux parlementaires d'évaluer l'efficacité de l'exonération des biocarburants de l'impôt sur les huiles minérales et, le cas échéant, de prendre de nouvelles mesures incitatives ou de changer de stratégie.¹⁰

ANDERES
DATUM: 25.08.2007
NICOLAS FREYMOND

À la fin du mois d'août, la **première station romande de bioéthanol liée à une chaîne de distribution** est entrée en service à Châtel-Saint-Denis (FR). Plus tôt dans l'année, les deux premières pompes à bioéthanol de Suisse romande ont été inaugurées à Genève et à la Chaux-de-Fonds (NE).¹¹

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 28.01.2010
NICOLAS FREYMOND

Partant du constat que le **bioéthanol** peine à s'imposer en Suisse malgré l'exonération fiscale dont il bénéficie, le Conseil fédéral a exprimé le souhait de redéfinir des conditions-cadres plus favorables. Le gouvernement y voit le moyen de contribuer à la réalisation des objectifs climatiques dans le domaine du trafic routier, en visant à long terme une consommation annuelle de 200 millions de litres et la réduction correspondante des émissions de CO₂ de 0,47 tonne par an. Il a ainsi proposé de supprimer les entraves techniques au commerce de bioéthanol et chargé le DETEC de modifier l'ordonnance sur la protection de l'air afin d'autoriser l'adjonction de bioéthanol à l'essence ordinaire toute l'année, et non plus seulement durant le semestre d'hiver. Enfin, l'exécutif a confié au DETEC le mandat d'alléger et de raccourcir les procédures administratives sans pour autant assouplir les exigences en matières écologique et sociale.¹²

MOTION
DATUM: 15.06.2010
NICOLAS FREYMOND

À la suite du Conseil national l'année précédente, le Conseil des Etats a adopté la motion de la CEATE-CN chargeant le Conseil fédéral d'établir un **rapport sur les projets d'installation de production électrique à partir d'énergies renouvelables et de biomasse faisant l'objet d'oppositions** et de proposer des mesures, en collaboration avec les cantons, afin d'accélérer les procédures d'autorisation pour les projets revêtant un intérêt prépondérant du point de vue de leur capacité de production. Les sénateurs ont toutefois apporté une modification au texte de la motion afin d'en exclure les projets de valorisation de biomasse importée. La chambre basse s'est ralliée tacitement à la chambre des cantons. Elle a en outre adopté, par 149 voix contre 5, une seconde motion de la CEATE-CN (Mo. 10.3344) confiant au gouvernement la tâche d'élaborer un projet de loi de coordination applicable aux installations de production de courant vert afin de **simplifier et rationaliser les procédures d'autorisation** aux échelons communal, cantonal et fédéral dans le respect de la répartition des tâches entre les diverses autorités.¹³

PARLEMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 14.12.2010
NICOLAS FREYMOND

La CEATE-CN a déposé une initiative parlementaire visant à prendre en considération et, si possible, prévenir les **conséquences indirectes négatives de la production de biocarburants**. Après avoir obtenu l'accord de son homologue des Etats, elle a mis en consultation, à la fin de l'année sous revue, un projet de révision de la loi sur l'imposition des huiles minérales et de la loi sur la protection de l'environnement définissant strictement les critères écologiques et sociaux d'octroi des allègements d'impôts pour les biocarburants.¹⁴

MOTION
DATUM: 29.09.2011
LAURENT BERNHARD

Malgré le préavis défavorable du gouvernement, les chambres se sont prononcées en faveur d'une motion Bourgeois (plr, FR) déposée en 2009. Celle-ci charge le Conseil fédéral de mettre en place une stratégie globale de valorisation de la **biomasse** en Suisse.¹⁵

POSTULAT
DATUM: 04.03.2013
LAURENT BERNHARD

Le Conseil national s'est prononcé, durant la session de printemps, en faveur d'un postulat de la CEATE-CN chargeant le Conseil fédéral de rédiger un rapport sur **la situation du marché international du biogaz utilisé comme combustible**.¹⁶

MOTION
DATUM: 17.09.2013
LAURENT BERNHARD

Pour ce qui est de la **biomasse**, le Conseil national a accepté une motion Lustenberger (pdc, LU) demandant au Conseil fédéral de prendre les mesures nécessaires afin, qu'au niveau des technologies, des entraves puissent être évitées et des interdictions levées. Le Conseil des Etats devra encore se prononcer sur cette motion.¹⁷

PARLEMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 17.09.2013
LAURENT BERNHARD

Durant la session d'automne, le Conseil national s'est penché sur la problématique des **agrocarburants**. Dans les pays du Sud, leur production peut entraîner des effets indirects dévastateurs (déforestation, accaparement de terre, assèchement de zones humides, menace sur la production alimentaire). La chambre du peuple a estimé qu'il était nécessaire de légiférer afin que seule une production irréprochable d'un point de vue social et environnemental puisse bénéficier d'un allègement fiscal sur les huiles minérales. Dans cette optique, les députés ont décidé de renforcer les critères d'homologation. Ainsi, les producteurs seront tenus de prouver que les surfaces

cultivées ont été acquises de manière légale et que l'écologie des terrains est préservée. Le projet initial, remontant à une initiative parlementaire déposée en 2009 par la commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national, prévoyait entre autres que la Suisse se rallie aux normes internationales en matière de sécurité alimentaire. Le Conseil national a décidé d'aller plus loin en conférant au Conseil fédéral la compétence d'établir si la sécurité alimentaire d'une région du monde est menacée. Le projet de loi a été accepté par 111 voix contre 71. L'UDC et une majorité du groupe libéral-radical l'ont refusé.¹⁸

MOTION

DATUM: 27.11.2014
NIKLAUS BIERI

Eine im Nationalrat 2013 angenommene Motion Lustenberger (cyp, LU) unter dem Titel "Für eine sachgerechte **Verwendung von Biomasse-Reststoffen** und gegen Technologieverbote" wurde am 27. November 2014 im Ständerat behandelt. Die Motion verlangt Anpassungen des Umweltschutzgesetzes, der Abfallverordnung, der Luftreinhalte-Verordnung, des Gewässerschutzgesetzes und der Gewässerschutzverordnung, um Hürden für neue Verfahren der Biomasse-Verwertung abzubauen. Der Bundesrat und eine Minderheit Berberat (sp, NE) hatten die Ablehnung der Motion beantragt mit der Begründung, neue Verfahren müssten den geltenden Umweltgesetzen und -verordnungen genügen. Die kleine Kammer nahm die Motion trotzdem mit 24 zu 17 Stimmen bei einer Enthaltung an.¹⁹

BERICHT

DATUM: 15.12.2015
MARCO ACKERMANN

In Erfüllung eines Postulats der UREK-NR präsentierte der Bundesrat im Dezember 2015 einen **Bericht zum internationalen Biogasmarkt im Brennstoffbereich**. Das Dokument resümierte, dass die Rahmenbedingungen für Biogas sowohl im Verkehrs- als auch im Wärmebereich noch nicht optimal seien und die notwendigen Rahmenbedingungen für einen europaweiten Biogashandel noch fehlten. Zentral für einen solchen Handel sei ein europaweit harmonisiertes Handelssystem mit Herkunftsnachweisen. Ein erster Schritt in diese Richtung habe die Schweiz deshalb im November 2013 zusammen mit Deutschland, Dänemark, Frankreich, Grossbritannien und Österreich unternommen, indem auf freiwilliger Basis eine Harmonisierung und gegenseitige Anerkennung der Herkunftsnachweise vereinbart worden sei. Bezüglich des Biogas-Energiepotentials im Inland nannte der Bericht – basierend auf den Energieperspektiven 2050 – eine Energiemenge von 8'000 Terajoule (TJ). Die im Jahr 2014 produzierte Biogas-Bruttoenergie von 4'300 TJ liesse sich demnach noch verdoppeln. Um die Rahmenbedingungen im Inland zu verbessern, wolle der Bundesrat im Zuge der Revisionen des CO₂-Gesetzes und des Mineralölsteuergesetzes Änderungen vornehmen und prüfen, ob eine Steuer- und Abgabebefreiungsmöglichkeit von virtuell importiertem Biogas sinnvoll wäre. Im Sommer 2016 nahm die grosse Kammer stillschweigend und diskussionslos vom Bericht Kenntnis und schrieb das Postulat ab.²⁰

Erdöl und Erdgas

INTERPELLATION / ANFRAGE

DATUM: 25.02.2004
PHILIPPE BERCLAZ

Répondant à une interpellation Stähelin (pdc, TG), le Conseil fédéral a refusé d'exonérer les **carburants bio** des taxes sur l'essence. Il a toutefois relevé que les installations pilotes bénéficient d'allègements fiscaux et d'aides à l'investissement.²¹

VERWALTUNGSAKT

DATUM: 24.11.2005
PHILIPPE BERCLAZ

Le Conseil fédéral a mis en consultation un **projet de promotion fiscale des biocarburants** visant à réduire les émissions de CO₂. Il s'agit de détaxer de 40 centimes par litre d'équivalent essence les carburants issus de matières premières renouvelables (colza, tournesol, betterave), et de réduire l'impôt sur le gaz naturel et le gaz liquide, utilisés comme carburants. La perte fiscale serait intégralement compensée par une hausse de la taxation de l'essence, de 1 à 2 centimes en 2007 et de 6 centimes en 2010. La majorité des milieux interrogés s'est prononcée en faveur de la promotion fiscale des biocarburants. La consultation a toutefois révélé de nombreuses divergences. Pour certains, les gaz naturel et liquide, produits fossiles et non renouvelables, ne doivent pas être favorisés comme autres carburants. D'autres se sont opposés à des mesures fiscales en faveur de produits qui entrent dans la composition du diesel. Le bilan écologique global a également posé problème, car l'énergie nécessaire à la production de biocarburants menace d'anéantir l'objectif final de réduction de CO₂. D'autre part, la production à grande échelle d'éthanol (à partir de betterave ou de canne à sucre) risque monopoliser les sols et détruire les forêts. Le Département fédéral des finances a été chargé de prendre en compte ces points de vue et de préparer les modifications nécessaires de la loi sur l'imposition des huiles minérales.²²

Umweltschutz

Klimapolitik

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 03.05.2006
MAGDALENA BERNATH

In Erfüllung einer Motion der UREK-NR aus dem Jahr 2002 unterbreitete der Bundesrat dem Parlament im Mai seine Botschaft zur **Revision des Mineralölsteuergesetzes**. Um den CO₂-Ausstoss und die Luftschadstoffbelastung im Strassenverkehr zu verringern, will die Regierung die Steuer auf Erd- und Flüssiggas, das als Treibstoff verwendet wird, um mindestens 40 Rappen pro Liter Benzinäquivalent senken und Biogas und andere Treibstoffe aus erneuerbaren Rohstoffen vollständig von der Mineralölsteuer und dem entsprechenden Zuschlag befreien. Zur Kompensation der Mindereinnahmen soll das Benzin entsprechend höher belastet werden. Anhand der geschätzten Verbrauchsentwicklung erwartet der Bundesrat eine CO₂-Reduktion von 0,25 Mio Tonnen CO₂-Äquivalent.²³

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 21.07.2006
MAGDALENA BERNATH

Im Sommer eröffnete die Firma Agrola in Winterthur (ZH) die **erste Tankstelle** der Schweiz, welche **Bio-Ethanol als Treibstoff** anbietet. Agrola beabsichtigt, innerhalb eines Jahres ein Netz mit einem Dutzend Verteilstationen vor allem in der Nähe städtischer Zentren aufzubauen. Alle böten Bio-Ethanol E85 an, das aus 85% Bio-Ethanol und 15% Benzin besteht. Zurzeit könne nur ein skandinavisches Automodell diesen Treibstoff benutzen; die ersten Fahrzeuge seien ab September in der Schweiz erhältlich.²⁴

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 05.10.2006
MAGDALENA BERNATH

Die grosse Kammer widmete sich der **Änderung des Mineralölsteuergesetz** in der Herbstsession. Eintreten war unbestritten. In der Detailberatung folgte sie weitgehend den Vorschlägen des Bundesrats und ihrer vorbereitenden UREK und beschloss die beantragten **Steuererleichterungen für Erd- und Flüssiggas sowie eine Steuerbefreiung von Biogas** und anderen Treibstoffen aus erneuerbaren Rohstoffen. Im Gegensatz zum Bundesrat privilegierte sie die einheimischen gegenüber den ausländischen Treibstoffen aus erneuerbaren Energien; letztere sollen nicht sofort, sondern sukzessive von der Steuer befreit werden. Anträge, welche zur Kompensation der Ausfälle nicht nur Benzin, sondern auch Diesel belasten resp. welche auf eine Kompensation verzichten wollten, blieben chancenlos. Der Rat hiess die Vorlage in der Gesamtabstimmung mit 123:35 Stimmen gut.²⁵

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 11.12.2006
MAGDALENA BERNATH

Im Unterschied zu Bundesrat und Nationalrat beschloss der **Ständerat** mit 32:7 Stimmen, Erdgas um 40 Rappen, Flüssiggas jedoch nur um 20 Rappen zu verbilligen. Erdgas stosse 25-40% weniger CO₂ aus als Benzin, Flüssiggas 15% weniger. Zudem sei Flüssiggas nicht mit Biogasen mischbar. Bundesrat Merz wies vergeblich darauf hin, dass sich eine Differenzierung angesichts der kaum bestrittenen ähnlichen Eigenschaften der beiden Treibstoffe nicht rechtfertigen lasse. Bei der Steuerbefreiung einheimischer Treibstoffe aus erneuerbaren Rohstoffen lehnte es der Rat ab, Importe aus dem Ausland auszuschliessen. Mit Stichentscheid des Präsidenten hiess er einen Antrag Stähelin (cvp, TG) gut, im Einklang mit Grossproduzenten wie Brasilien, der USA und der EU ein Instrumentarium zur Mindestbeimischung von Bio-Treibstoff in herkömmliche fossile Treibstoffe einzuführen. Mit Hinweis auf zum Teil sklavenähnliche Verhältnisse auf Zuckerrohrfeldern folgte der Rat mit 18:17 Stimmen zudem einem Antrag Bonnhöte (sp, NE), der den Import von Biotreibstoffen an die Garantie ökologischer und arbeitsrechtlicher Standards knüpft. Das Gesetz passierte die Gesamtabstimmung mit 36:0 Stimmen bei 5 Enthaltungen.²⁶

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 23.05.2007
ANDREA MOSIMANN

Eine Untersuchung der Forschungsanstalt EMPA zur **Ökobilanz von Biotreibstoffen** zeigte, dass diese nicht immer umweltfreundlicher sind als fossile Treibstoffe. Zwar kann gemäss der Studie mit praktisch allen Biotreibstoffen der Ausstoss von Treibhausgasen deutlich gesenkt werden. Der Anbau und die Verarbeitung der Rohstoffe können aber gravierende andere Umweltbelastungen bewirken, z.B. indem durch die Brandrodung von Regenwald grosse Mengen CO₂ freigesetzt werden. Beim Anbau in gemässigten Zonen sind vor allem der grosse Düngereinsatz und die mechanische Bearbeitung des Bodens problematisch. Die ökologische Gesamtbilanz wurde nur bei Biotreibstoffen aus Abfällen, wie Jauche, Altspeiseöl und Grünabfälle besser bewertet als diejenige fossiler Treibstoffe.²⁷

POSTULAT
DATUM: 18.06.2007
ANDREA MOSIMANN

Der Ständerat hiess in der Sommersession ein Postulat Büttiker (fdp, SO) gut, welches mehr **Transparenz bei den Biotreibstoffen** fordert. Der Bundesrat soll verpflichtet werden, periodisch über die effektive Beimischung von Treibstoffen aus erneuerbaren Rohstoffen und die Entwicklung des inländischen Angebotes an Biotreibstoffen zu berichten.²⁸

**VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS**
DATUM: 15.11.2007
ANDREA MOSIMANN

Im August unterbreitete der Bundesrat den **Verordnungsentwurf zum revidierten Mineralölsteuergesetz**. Die Ökoklausel wurde dahingehend interpretiert, dass die ökologische Gesamtbilanz als positiv gilt, wenn die Treibstoffe aus erneuerbaren Rohstoffen vom Anbau bis zum Verbrauch mindestens 40% weniger Treibhausgasemissionen verursachen und die Umwelt nicht erheblich mehr belasten als fossiles Benzin. Überdies wird davon ausgegangen, dass alle Treibstoffe, die aus biogenen Abfällen, aus Gras, aus Zuckerrüben und aus Raps gewonnen werden, diese Anforderung von vornherein erfüllen. Die vom Gesetz verlangte Voraussetzung von sozial annehmbaren Produktionsbedingungen und die Bevorzugung von inländischen gegenüber ausländischen Treibstoffen aus Biomasse wurden im Verordnungsentwurf nicht umgesetzt.²⁹

POSTULAT
DATUM: 11.04.2011
MARLÈNE GERBER

In der Aprilsession überwies der Nationalrat ein Postulat Bourgeois (fdp, FR), welches vom Bundesrat einen Bericht zur **Beimischung von Biotreibstoffen** zu gängigen Treibstoffen forderte. Darin soll der Bundesrat insbesondere mögliche infrastrukturelle Massnahmen aufzeigen, um die Verwendung von Biotreibstoffen zu fördern – sollte deren Förderung als sinnvoll erachtet werden. In diesem Zusammenhang äusserte der Postulant in seinem Vorstoss zudem die Frage, wieso dem Bioethanol, resp. Biodiesel trotz seines CO₂-reduzierenden Potentials auf dem schweizerischen Treibstoffmarkt nach wie vor nur eine marginale Rolle zukomme. In seiner Antwort nahm der Bundesrat Bezug auf die im Vorjahr zurückgezogene parlamentarische Initiative Rechsteiner (sp, BS), welche aufgrund der Gefährdung der Nahrungsmittelsicherheit gar ein Moratorium für die Einführung von Agrotreibstoffen forderte. Der Bundesrat zeigte sich jedoch zur Annahme des Postulates bereit, da ein Bericht, wie im Postulat gefordert, neben dem Potenzial von Biotreibstoffen auch deren Risiken aufzeigen könne.³⁰

BERICHT
DATUM: 14.09.2012
MARLÈNE GERBER

In Erfüllung des im Vorjahr überwiesenen Postulats Bourgeois (fdp, FR) genehmigte der Bundesrat einen Bericht über die Möglichkeit der **Förderung biogener Treibstoffe**. Darin spricht sich die Regierung gegen eine zusätzliche Förderung aus. Zum einen sei die Energieeffizienz geringer als bei anderen erneuerbaren Energieträgern. Zum anderen sei das Potential zur Verwendung der Biomasse in der Schweiz gering und zur Hälfte bereits ausgeschöpft. Darüber hinaus sei die Umnutzung anders genutzter Flächen in Nutzflächen oftmals mit zusätzlichen Belastungen für die Umwelt verbunden. Auch stehe die Produktion von Biomasse in Konkurrenz mit der Nahrungsmittelproduktion.³¹

Abfälle

MOTION
DATUM: 16.12.2016
MARLÈNE GERBER

Im Dezember 2016 äusserte sich der Nationalrat positiv zur **sachgerechten Verwendung von Biomasse**. Das in Form einer Motion Semadeni (sp, GR) vorliegende Anliegen forderte, dass biogene Abfälle vergärt oder stofflich verwertet werden sollten, bevor sie dem Nährstoffkreislauf endgültig entzogen und verbrannt würden. Eine Verbrennung wäre nur noch erlaubt, wenn sich die Verwertung oder Vergärung als nicht sachgerecht oder nicht möglich herausstellen würde. Damit geht das Anliegen im Bereich der Nahrungsmittelabfälle weniger weit als die bereits überwiesene parlamentarische Initiative Chevalley (glp, VD), die ein komplettes Verbrennungsverbot fordert, jedoch etwas weiter als eine 2014 überwiesene Motion Lustenberger (cvp, LU), die ebenfalls die sachgerechte Verwendung von Biomasse-Reststoffe fördern wollte. Der Nationalrat stimmte dem Anliegen der Bündner Sozialdemokratin auf Antrag des Bundesrates stillschweigend zu. Das Geschäft gelangt nun an den Zweirat.³²

MOTION

DATUM: 13.09.2017
DIANE PORCELLANA

Lors de la session d'automne, la motion pour **une utilisation judicieuse de la biomasse** a été adoptée par le Conseil des Etats, comme le souhaitait la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE-CE). Celle-ci soutenait, par cinq voix contre quatre, la position du Conseil fédéral de mettre au premier plan la préservation du cycle des matières et donc de restreindre les conditions d'autorisation de la combustion de la biomasse. Le Conseil fédéral prendra donc les mesures requises et présentera au Parlement les modifications législatives nécessaires pour assurer une utilisation judicieuse de la biomasse.³³

-
- 1) BO CN, 2011, p. 387 ; BO CE, 2011, p. 1014.
 - 2) BO CE, 1992, p. 1109 s.; BO CN, 1992, p. 1428 s.
 - 3) Dém, 30.3.91; Bund, 16.4.91; BaZ, 29.5.91.
 - 4) Presse du 23.8.96.
 - 5) NZZ, 6.1.00.
 - 6) BO CN, 2000, p. 249; Lib., 29.8.00
 - 7) AB NR, 2006, S. 612 f.
 - 8) BZ, 19.7.06; NZZ und 24h, 21.7.06; Bund, 29.7.06.
 - 9) BO CN, 2006, p. 613; BO CE, 2007, p. 41s.
 - 10) BO CE, 2007, p. 255 s.; BO CE, 2007, p. 547 s. (Büttiker, Po. 06.3474)
 - 11) LT, 25.8.07.
 - 12) LT, 28.1.10.
 - 13) BO CE, 2010, p. 157 s.; BO CE, 2010, p. 157 s.; BO CN, 2010, p. 997 s. ; BO CN, 2010, p. 997 s.
 - 14) FF, 2010, p. 7820.
 - 15) BO CN, 2011, p. 387; BO CE, 2011, p. 1014.
 - 16) BO CN, 2013, p. 18 s.
 - 17) BO CN, 2013, p. 1443 s.
 - 18) BO CN, 2013, p. 1416 ss.; Lib. et LT, 18.9.13.
 - 19) AB SR, 2014, S. 1070 ff.
 - 20) AB NR, 2016, S. 912 ff.; Bericht BR vom 11.12.2015
 - 21) BO CE, 2004, p. 71s.
 - 22) Presse du 24.11.05.
 - 23) BBl, 2006, S. 4259 ff.; Presse vom 4.5.06.
 - 24) Presse vom 21.7.06.
 - 25) AB NR, 2006, S. 1550 ff. und 1553 f.; Presse vom 3. und 6.10.06.
 - 26) AB SR, 2006, S. 1067 ff.; Presse vom 12.12.06.
 - 27) AZ, BZ und SGT, 23.5.07.
 - 28) AB SR, 2007, S. 547 f.
 - 29) BaZ, 29.8., 30.8. und 15.11.07.
 - 30) AB NR, 2011, S. 590 ff.; vgl. auch Pa.lv. Rechsteiner.
 - 31) Medienmitteilung BAFU vom 14.9.12.
 - 32) AB NR, 2016, S. 2285
 - 33) BO CE, 2017, p.604; Communiqué de presse CEATE-CE